

ANGOLA—UTILISATION D'ARMES CANADIENNES
PAR LE PORTUGAL

A l'appel de l'ordre du jour.

M. H. W. Herridge (Kootenay-Ouest): Monsieur l'Orateur, le 25 mai dernier, au cours d'une question que je posais au secrétaire d'État aux Affaires extérieures, j'ai attiré l'attention de ce dernier sur un article de journal, selon lequel des femmes et des enfants auraient été fusillés en Angola par des membres de l'armée portugaise qui se servaient d'armes fournies par le Canada à l'OTAN et de là, au Portugal. J'ai demandé au ministre d'enquêter à ce sujet et il m'a répondu qu'il accèderait à ma demande. A-t-il des renseignements à donner à la Chambre à ce sujet?

L'hon. Paul Martin (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Je n'ai pas de renseignements à donner pour l'instant, monsieur l'Orateur.

(Texte)

LE CANADA ET L'AIDE AUX LÉPREUX
EN AFRIQUE

A l'appel de l'ordre du jour.

M. L.-J. Pigeon (Joliette-L'Assomption-Montcalm): Monsieur l'Orateur, puis-je poser une question au secrétaire d'État aux Affaires extérieures?

Le gouvernement canadien a-t-il l'intention, dans le cadre de son programme d'aide aux pays africains, de fournir une contribution à l'œuvre admirable que le cardinal Léger a entreprise sur ce continent en faveur des lépreux?

L'hon. Paul Martin (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur l'Orateur, cette question est présentement à l'étude.

(Traduction)

CHYPRE—DEMANDE D'UN RAPPORT SUR LA
SITUATION ACTUELLE

A l'appel de l'ordre du jour.

M. T. C. Douglas (Burnaby-Coquitlam): Je voudrais poser au secrétaire d'État aux Affaires extérieures une question au sujet d'une dépêche de l'*Associated Press*, datée de Nicosie, et d'après laquelle le gouvernement de Chypre aurait demandé de réunir le Conseil de sécurité des Nations Unies afin de dénoncer la menace d'intervention militaire à Chypre du gouvernement turc. La nouvelle signale, en outre, que le secrétaire général de l'OTAN, M. Stikker, était arrivé à Athènes et aurait décrit la situation comme grave, mais non critique.

Étant donné que le public canadien se préoccupe beaucoup de ce qui se passe à Chypre, le ministre aurait-il quelque déclaration à faire à ce sujet?

[Le très hon. M. Pearson.]

L'hon. Paul Martin (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): En ce qui concerne la demande de convoquer le Conseil de sécurité de l'ONU, monsieur l'Orateur, aucune décision n'a été prise à la suite de la requête du président Makarios. Le Conseil de sécurité se réunira, en tout cas, un jour de la semaine prochaine, conformément aux dispositions prises antérieurement, afin d'entendre un rapport du secrétaire général.

Le secrétaire général de l'OTAN se trouve à Athènes et le député a déjà rappelé à la Chambre que son séjour avait été prévu à la dernière réunion du Conseil ministériel de l'OTAN. Le ministre des Affaires étrangères de Chypre est en route pour New-York, et d'après la déclaration qu'il a déjà faite publiquement par l'intermédiaire de l'Agence Reuters, la situation dans l'île y serait moins critique qu'il y a quelques jours.

M. Douglas: Puis-je demander au ministre si le gouvernement canadien s'est mis en rapport avec le gouvernement turc pour lui exprimer son inquiétude au sujet des graves conséquences qu'aurait une invasion éventuelle de Chypre par les forces turques?

L'hon. M. Martin: Notre mission s'est mise en rapport, non seulement avec le gouvernement turc, mais aussi avec un porte-parole du gouvernement grec.

L'INSTRUCTION PUBLIQUE

MESURES RELATIVES AUX PRÊTS AUX ÉTUDIANTS

A l'appel de l'ordre du jour.

M. T. C. Douglas (Burnaby-Coquitlam): Comme en fait foi la page 4286 du compte rendu, le ministre des Transports a déclaré hier que toutes les provinces n'ont pas encore approuvé les dispositions législatives intéressant les prêts aux étudiants. En l'occurrence, le premier ministre pourrait-il assurer à la Chambre que la mesure en question sera présentée assez tôt pour que l'on puisse aider financièrement les étudiants pauvres au cours de l'année scolaire 1964-1965?

Le très hon. L. B. Pearson (premier ministre): C'est ce que nous comptons et espérons faire.

RADIO-CANADA

RETRAIT D'UN DOCUMENTAIRE SUR LE PREMIER
MINISTRE

A l'appel de l'ordre du jour.

M. D. M. Fisher (Port-Arthur): J'aurais une question à poser au secrétaire d'État à propos du film sur le premier ministre. Comme le producteur prétend qu'on a recouru